
LONDRES – Matinale des boursiers
Mardi 24 juin 2014 – 07h00 à 09h00
ICANN – Londres, Angleterre

CINTRA SOOKNANAN: Bonjour tout le monde, je suis heureux de voir tout le monde ici bien réveillé, je ne sais pas si vous êtes sortis, si vous êtes aller voir le match? Peut être même qu’avez-vous pris le thé avec la reine, je ne sais pas.

KAREL DOUGLAS: Alors, encore une fois ce matin, nous nous retrouvons rassemblés, et nous avons encore beaucoup de choses à faire ce matin.

Voilà donc la raison pour laquelle je me suis dit qu’il fallait commencer dès que possible parce que comme vous le savez la journée est longue, mais avant de commencer il y’a quelques détails que j’aimerais mentionner, donc demain nous avons un photographe qui viendra nous voir je crois que c’est à 8h45 demain matin. Donc, il y’aura une séance photo, alors assurez-vous de vous coiffer d’accord comme moi, je me coiffe tous les matins bien sûr, même s’il n’y a pas grand-chose. Donc, surtout n’oubliez pas de venir demain matin bien habillés pour la séance photo pour le groupe. Y’a-t-il d’autres règles logistiques? Je réfléchis, alors bien sûr, nous serons en contact avec vous par email, donc, s’il y’a d’autres informations pendant la journée, et bien, nous vous les fournirons par email.

Remarque : Le présent document est le résultat de la transcription d'un fichier audio à un fichier de texte. Dans son ensemble, la transcription est fidèle au fichier audio. Toutefois, dans certains cas il est possible qu'elle soit incomplète ou qu'il y ait des inexactitudes dues à la qualité du fichier audio, parfois inaudible ; il faut noter également que des corrections grammaticales y ont été incorporées pour améliorer la qualité du texte ainsi que pour faciliter sa compréhension. Cette transcription doit être considérée comme un supplément du fichier mais pas comme registre faisant autorité.

Alors, aujourd'hui, nous avons des personnes très intéressantes, intéressantes parce que je le sais, je les connais nous avons Tracy Hacksaw qui est vice présidente du GAC, donc, le comité consultatif des gouvernements, nous en avons parlé hier. Nous avons Cintra Sooknanan. DONC elle s'occupe d'une entreprise à but non lucratif et nous avons Mr. Bill Drake de l'unité constitutive non commerciale, et nous avons même pu mettre encore quelqu'un d'autre Rafik Dammk dans notre planning.

Alors là, moi je n'y vois rien, je ne sais pas ce qu'il fait ce monsieur, donc, je vais donc présenter Cintra, Tracy n'est pas encore arrivée, mais avant de vous présenter Cintra, je vais vous expliquer que Cintra est une excellente amie et elle vient de Trinidad and Tobago, magnifique pays. Et Tracy d'ailleurs elle aussi vient de Trinidad and Tobago, donc, je vous présente maintenant Cintra, et je lui passe le micro.

CINTRA SOOKNANAN:

Merci beaucoup, donc, ce matin, je voulais discuter de manière très informelle avec vous et vous expliquer un petit peu comment vous pouvez vous impliquer. J'espère que vous allez participer, vraiment, je vous encourage, n'hésitez pas à poser des questions. Je suis venue tôt parce que je voulais être la première à voir l'enthousiasme que vous avez et à profiter de votre petit déjeuner.

Donc, l'unité constitutive non commerciale est un des bras du groupe des entreprises non commerciales et Rafik vous en parlera parce que c'est ce dont il s'occupe. Alors, l'autre bras, l'autre partie? C'est l'unité constitutive non commerciale et dans ce groupe, il y'a beaucoup de

personnes individuelles, en fait notre branche a été ratifiée lors de la rencontre de Singapour, donc, pas la dernière, mais celle d'avant la réunion précédente.

Et donc, notre branche fonctionne depuis quelques années, donc, c'est relativement nouveau et en termes d'engagement, nous prenons en considération les politiques en ce qui concerne le DNS, et les associations à but non lucratif. Nous avons par exemple GKPF, de grandes associations et puis d'autres plus petites, par exemple, mon chapitre de l'internet society de Trinidad and Tobago qui est tout petit. Donc, à la base, si vous voulez vous inscrire pour faire partie de notre groupe, et bien, il faut vous inscrire dans le cas du NTSG, mais, être membre organisationnel en tant qu'organisation plutôt du NPOC.

Voilà comment nous fonctionnons, nous avons également beaucoup de travail que nous faisons dans le cas du NTSG, nous avons une charte, nous avons des processus pour notre fonctionnement interne, il y'a la question avec les OING de la protection des unités à but non lucratif par exemple, la croix rouge. Donc, la protection des noms de domaine, nous avons tout un tas d'experts qui se concentre principalement sur ces questions, sur ces domaines. Alors, maintenant, n'hésitez pas à poser vos questions.

KAREL DOUGLAS:

Très intéressant, merci. J'ai une question, mais je vais d'abord permettre à Martin de poser la sienne. Donc, à toi Martin.

MARTIN: Alors, ma question, c'est qu'est ce qui est nécessaire pour être une organisation à but non lucratif officielle? Est-ce qu'il faut que ce soit gouvernemental, par exemple, moi, j'ai mon propre forum sur internet, c'est une communauté qui est à but non lucratif, donc, comment est ce qu'on est qualifié à ce titre?

CINTRA SOOKNANAN: Merci pour la question. Premièrement, il faut être enregistré en tant que société à but non lucratif, et donc, il faut avoir un nom de domaine afin que le DNS vous concerne directement en tant qu'utilisateur. Donc, dans notre cas, nous n'avons pas de nom de domaine, mais étant donné que nous sommes à chapitre de l'Internet Society, beaucoup de questions qui sont traitées par NPOC nous concernent.

Nous n'avons pas en fait de nom de domaine parce que nous avons ISOC.tt. Donc, c'est au niveau tt, si vous regardez le travail du GNSO, en fait, le travail du GNSO est directement lié au GTLD, et au droit des utilisateurs ainsi qu'aux responsabilités des bureaux d'enregistrement et donc la création de cet environnement de travail. Donc, le ccTLD, c'est le niveau des extensions géographiques.UK, etc.

Donc, en un certain sens beaucoup d'associations à but non lucratif devraient avoir ou être enregistré dans le cadre du ccTLD parce qu'en fait, le GNSO s'occupe des politiques du GTLD.

[MARTIN]: Donc, qu'est ce que ça veut dire d'avoir un nom de domaine de GTLD, par exemple pour une organisation qui est une organisation des droits

de l'homme, nous avons un nom de domaine.org, donc, cela nous qualifie n'est ce pas?

CINTRA SOOKNANAN:

Toutes les personnes qui ne sont pas des noms de ccTLD, qui ne sont pas des noms d'extensions géographiques donc vous avez donc un nom gTLD et là vous avez une règle séparée, une relation avec l'ICANN, les ccTLDs étant donné qu'ils ont été créés en premier, ils ont été créés sans certains principes des responsabilités des obligations contractuelles avec ICANN. Donc, en fait, ils sont un petit peu en dehors finalement du travail d'ICANN dans une certaine mesure, mais ils ont leur propre code de pratique qui est reconnu.

KAREL DOUGLAS:

Alors, avant de passer à la question suivante, moi, j'ai une question, je dois être honnête, je trouve que le NPOC est très intéressant parce qu'il y'a certaines questions de développement auquel les nations sont confrontées qui sont traitées au niveau du NPOC.

Et donc, par exemple, la liberté d'expression sur Internet, les questions de développement en quoi l'internet peut aider votre pays à se développer et d'autres questions. Tout ceci je trouve que ce sont des sujets tout à fait pertinents pour les pays en voie de développement.

Donc, je me rappelle que lors de ma première réunion en tant que boursier, je suis allé au NPOC et donc, les questions étaient très pertinentes pour moi.

Donc, je vous encourage justement à participer aux réunions du NPOC parce que ce dont ils discutent vous concerne directement en tant que pays, en tant que personne. Donc, Cintra, voilà pourquoi j'ai une question à vous poser: Alors, est ce que vous pourriez nous parler des questions dont vous êtes entrain de parler au NPOC actuellement?

CINTRA SOOKNANAN:

J'aimerais d'abord accueillir Sam Lanfranco. Sam qui est notre responsable du comité d'adhésion. Donc, je suis très heureux qu'il soit là avec nous ce matin.

Sam travaille beaucoup dans le cas des politiques du NPOC. Donc, je vais le laisser se présenter, il va vous expliquer un petit peu ce qu'il fait.

SAM LANFRANCO:

Merci Cintra, Sam au micro, donc, je suis économiste, je m'intéresse à l'internet et au développement et je travaille dans l'ICT depuis 1978 ; j'ai commencé à Genève, et j'y travaille toujours, par rapport à la rapide question qui en fait a une grande réponse, je vais donner une petite réponse, un début de réponse: Certaines des questions par exemple relatives à la propriété intellectuelle sont beaucoup plus compliquées que ce que pensent les avocats de propriété intellectuelle, donc elles existent.

Et donc, si par exemple, vous êtes quelqu'un qui transformait qui fait de la vente de gros des connaissances pour les transformer en propriétés intellectuelles de quelqu'un d'autre, il y'a une question là. ICANN en fait ne s'occupe pas du contenu. ICANN ne s'occupe pas des droits de

l'homme en eux-mêmes. Donc au sein du NPOC, nous nous préoccupons de deux choses: Premièrement, en quoi est ce que la mission d'ICANN a un impact sur ces choses, mais surtout quel est le type d'éducation, de sensibilisation et de processus de participation qui ont lieu alors que le NPOC sert ses membres, ce n'est pas simplement de recruter des membres pour faire partie d'ICANN, mais quel est la dynamique sociale qui doit se produire au sein des membres.

Donc, il faut penser non seulement que vous allez recruter pour faire partie d'ICANN mais vous allez être mentor des autres, éduquer les autres et ces questions-là, vous allez les ramener à vos communautés, vous n'allez pas... et ensuite, votre communauté va les ramener dans les forums par exemple, votre forum IGF local les officiers qui viennent au GAC de votre pays, etc. Donc, il y'a une dynamique qui existe. L'internet est arrivé sans guide d'instruction, sans manuel et donc, nous le construisons à tous les niveaux.

Pour certains d'entre vous, vous êtes là pour saisir des opportunités commerciales, très bien! Mais vous êtes également des citoyens donc, vous avez des responsabilités.

Au sein du NPOC, nous allons faire deux choses: Premièrement, nous allons former des politiques dans le cadre de la mission ICANN et de la transition IANA, et puis deuxième chose quelles sont vos questions maintenant ces questions-là, ces préoccupations là ne font pas forcément partie de la mission d'ICANN.

CINTRA SOOKNANAN:

Je vais continuer par rapport à ce que vient de dire Sam, ICANN dans une situation un petit peu différente par rapport à la perspective traditionnelle avec la transition IANA et ce qui se passe c'est que ICANN se pose la question de son rôle et de l'ampleur de son travail et sa place en fait, quelle est-elle dans la gouvernance de l'internet?

Il y'a quelques années, on ne faisait pas les choses de la même manière, récemment, il y'a eu une proposition d'atelier ICANN au IGF et donc, ce sont des choses qui sont financées par ICANN et ceci est à prouver. ICANN a des membres qui font partie du MAG et donc, qui approuvent ces ateliers.

Donc, ICANN de plus en plus passe dans le domaine de la gouvernance de l'internet. Alors, je ne sais pas à quel point cette transition va se produire. Mais donc je crois que nous en sommes à une époque très intéressante au sein d'ICANN parce qu'il est intéressant de voir ce qui va se passer.

KAREL DOUGLAS:

Karel au micro, merci Cintra, j'aime beaucoup le commentaire qui a été fait, l'internet n'a pas de manuel d'utilisation, je trouve que c'est très intéressant comme commentaire, c'est la première fois que je l'entends. On est tous entrain d'apprendre, c'est pour ça que c'est intéressant d'être impliqué pour que vous puissiez justement avoir voix aux chapitres dans le développement d'internet. Alors, y'a-t-il des questions? Alors, il y'a quelqu'un qui avait levé la main, sinon, on passe à Adrian.

ADRIAN QUESADA RODRIGUEZ: Je suis Adrian Quesada, du Costa Rica. J'aimerais vous poser une question rapide. Une fois qu'on commence à participer au NPOC, est ce que l'unité constitutive propose de l'aide pour les organisations afin qu'on puisse comprendre comment faire participer aux différentes activités de l'unité constitutive?

CINTRA SOOKNANAN: Cintra au micro. Tous les mois, il y'a un webinar GNSO pour les nouveaux, qui est en fait une introduction rapide sur le GNSO et vous pourrez y découvrir comment vous impliquer et vous avez également tout le processus de PDP.

Le PDP c'est en fait la manière dont les politiques sont élaborées au sein du GNSO ; donc il y'a ensuite le comité qui vient faire des commentaires sur ces politiques, en fait, il ne participe pas au PDP nous avons vu de plus en plus un changement dans l'élaboration des politiques avec un travail croisé des différents groupes de travail et au sein d'NPOC en lui-même, pour nous la meilleure manière de travailler, c'est d'agir, de participer et d'observer également.

Donc, nous encourageons tous nos membres à participer au groupe de travail, à écouter activement au sein de votre espace régional personnel et à contribuer. Sam?

SAM LANFRANCO:

Alors, petit supplément, pour ce qui est de la dynamique d'ICANN, nous sommes très jeunes aussi, mais ce que nous espérons c'est que nous allons avoir vos points de vue en tant que personne individuelle pour que vous nous disiez, j'ai besoin de ça, j'ai besoin de ça, nous avons besoin de mieux comprendre ICANN, mais aussi les questions de droit de l'homme, les questions de l'internet et également nous souhaitons savoir où ces questions peuvent être traitées.

Donc, vous êtes à la fois des étudiants et des mentors, on en est très tôt dans le processus. L'Internet est arrivé à toute vitesse comme un TGV. Et je crois que les gouvernements si vous avez vraiment compris ce qui se passait, il se serait comporté de manière complètement différente. Vous avez une question Alex?

ALEKSANDAR ICHOKJAEV:

Je m'appelle Aleksandar Ichokjaev, je viens d'un pays en voie de développement de Macédoine et c'est comme ça que j'ai eu cette bourse alors par rapport à ma question, j'ai besoin d'une explication. Est-ce qu'il y'a une structure régionale? Et donc, je parle des RALOs.

CINTRA SOOKNANAN:

Alors la structure de NPOC et de la plupart des unités constitutives du GNSO ne sont pas séparées par région comme LACRALO. Par contre, ce que nous avons au NPOC, c'est nous promouvons des stratégies spécifiques pour les régions en voie de développement.

Donc, par exemple, nous encourageons nos membres africains à définir une stratégie ; même chose pour les caraïbes ; l'Amérique latine.

Donc, définition d'une stratégie et donc, ceci se fait dans le cadre des régions, des espaces ALAC. Donc, pour répondre à votre question, nous travaillons de manière ascendante, et donc, il n'y a pas de décision de rationaliser ceci. Nous souhaitons que tout le monde travaille ensemble afin de parler des points de vue des différentes perspectives. Mais c'est vous qui êtes un pays en voie de développement souhaitez créer une stratégie régionale ou sous régionale, et bien nous appuierons sans doute cette décision et nous essaierons nous ferons de notre mieux pour soutenir les vices présidents des régions également.

KAREL DOUGLAS:

Oui merci beaucoup.

FEMME INDÉFINIE:

Nouvelle personne nouvelle intervenante, qui ne se présente pas. Hier, quelqu'un a dit, nous devons demander, excusez-moi pour cette question à l'avance, je dois demander. Nous avons des organisations à but non lucratif, des groupes non commerciaux et At-Large. Alors, si vous pouvez nous expliquer de façon simple la différence entre NPOC non commercial et At-Large.

Oui, bien sûr, si vous pouviez parce que je pense pour moi que NPOC travaille avec le GNSO et les unités constitutives non commerciales et At-Large, quelle est la différence entre ces groupes, quelle est la relation entre eux?

CINTRA SOOKNANAN:

Merci pour cette question, je suis contente que vous l'ayez posée, je vous ai dit que je viens du chapitre ISOC. Notre chapitre a des membres au GAC comme Tracy que vous allez retrouver bientôt, nous avons des membres At-Large, ACRALO et des membres comme moi. Et nous sommes au NPOC du GNSO. La différence At-Large travaille avec les politiques, les commentaires vis-à-vis des politiques et ne font pas les politiques, ils [co-fondent] des commentaires sur les politiques.

Les GNSO donc écrivent, font les politiques mais les At-Large et le GAC sont les commentateurs des politiques, ils passent après disons. Donc, c'est un peu comme c'est de la législation. Alors, un écrit la politique et l'autre fait les commentaires sur cette politique et donne des informations en retour sur le processus.

Donc, ça dépend où vous vous voyez si vous vous voyez comme quelqu'un qui veut partir, il faut faire partie des gens qui font ces écritures ou si vous voulez faire partie d'un groupe qui fait des commentaires sur ces politiques. Ça dépend quel stade vous voulez vous trouver, si vous avez assez de membres dans votre organisation qui sont intéressés, vous pouvez faire les deux de toute façon. C'est la beauté du modèle multiparti prenante, une organisation comme la notre peut avoir un impact sur les politiques aux deux niveaux.

La différence entre le NCUC et le NPOC: Le NCUC ce sont une petite quantité des utilisateurs non commerciaux et sont plus individuels qu'académiques. L'unité constitutive à but non lucratif responsable des questions opérationnelles et à but non lucratif pour les organisations à but non lucratif. Ils passent tous à l'intérieur du NCSG, donc, le groupe non commercial, vous pouvez vous rejoindre au NCSG ; sans rejoindre le

NCUC ou le NPOC, il y'a ces confusions je sais, mais s'il y'a des bénéfices différents à vous rejoindre au NPOC ou NCUC à un niveau plus bas, parce que vous pouvez faire des commentaires à ce niveau en addition aux autres niveaux pardon. Donc, c'est une opportunité d'avoir quelque chose à dire.

FEMME INDÉFINIE: La personne au micro encore une fois les membres de NPOC, le NPOC c'est une organisation, on fait partie du NPOC, on est des organisations mais pas des individus pas des personnes.

CINTRA SOOKNANAN: Des organisations à but non lucratif.

FEMME INDÉFINIE: Personne au micro une fois de plus, si je suis membre d'un gouvernement par exemple, mais aussi un membre des chapitres ISOC. Je peux participer en tant que membre de ISOC à NPOC?

CINTRA SOOKNANAN: On doit faire attention. Alors.. Par exemple, Tracy Hackshaw c'est le vice présidente de notre chapitre, mais il ne peut pas aller au GAC ou NGSO et au At-Large. Vous ne pouvez pas faire ça, vous ne pouvez pas avoir un vote dans 3 endroits, cependant, la vibrance disons des chapitres ISOC, c'est que nous avons beaucoup de membres multipartis prenantes, nous avons des historiques différents, donc, c'est notre force, c'est un

bénéfice pour nous que nous ayons un représentant GAC que vous allez rencontrer bientôt, nous avons quelqu'un à NPOC et nous avons aussi quelqu'un au At-Large. Avant qu'on résume, j'aimerais prendre la question.

NAVEED BIN RAIS:

Je m'appelle Naveed, pour reposer la question, vous avez dit deux, il faut avoir deux choses pour NPOC, il faut avoir un nom de domaine, et il faut avoir une organisation à but non lucratif. Donc, est ce qu'un membre qui veut rejoindre NPOC doit avoir un mandat de ces pères ou de son organisation père ou il peut le rejoindre seul? C'est une clarification que je voudrais faire, est ce qu'on peut faire seul, ou est ce qu'on doit être membre d'une organisation?

SAM LANFRANCO:

Oui vous devez avoir un mandat de votre organisation. NPOC est très jeune, tout cela est très jeune très nouveau. La charte sera revisitée certainement, ce qui n'a pas été raffinée encore de façon juste, c'est que votre responsabilité envers l'organisation et l'inclusion de l'organisation.

Beaucoup d'organisations ont envoyé quelqu'un, mais on s'inquiète un peu sur la participation, elle pourrait être bonne au minimum, mais vous devez avoir un [mandat] d'une organisation, il doit savoir que vous êtes ici et on espère qu'ils vous demanderont d'en être responsable de votre participation.

CINTRA SOOKNANAN: Quand j'ai dit enregistrement de nom de domaine, c'est important mais ce n'était pas un facteur, ce n'est pas un facteur singulier, si vous êtes un chapitre ISOC, si vous avez un domaine dans votre ccTLD, la focalisation est sous la gouvernance de l'internet pour les utilisateurs finaux, donc, il faut aller de retour votre organisation se focalise.

KAREL DOUGLAS: Merci Cintra, merci. On l'applaudit.

[Applaudissement]

Je voudrais juste rapidement parler de vous dire que la conversation ne s'arrêterait pas ici. Cintra, je suis sûre sera très disponible.

CINTRA SOOKNANAN: Aujourd'hui, c'est notre journée, donc, entre 8h30 et bien nous avons une réunion c'est la journée de notre unité constitutive.

KAREL DOUGLAS: Je suis sûr que Cintra bien sûr sera capable de vous aider avec vos questions si vous en avez. C'est ce que je vous ai dit hier, essayez de la retrouver dans les couloirs durant les pauses café ou dans les réunions, peut être ils peuvent venir à votre réunion et poser des questions directement au groupe constitutif à l'unité constitutive. Si vous avez des questions qui ne soient pas administratives sur les problèmes qui sont discutés durant cette session, allez à la réunion NPOC aujourd'hui.

Cintra, je voudrais vous remercier énormément pour avoir été ici ce matin. Merci beaucoup Cintra. Sam est déjà parti. Nous apprécions sa présence, alors, maintenant, nous allons passer au GAC et je voudrais vous présenter Tracy.

Tracy aussi vient de Trinidad and Tobago. Ça fait 3 Trinis comme on dit dans la salle, c'est un Trinis, c'est un groupe Trinis, s'il se passe quelque chose à cette table, c'est fini pour Trinidad et Tobago, la participation de nos îles, la fin de la participation de nos îles à l'ICANN ; nous allons passer donc à Tracy. Tracy Hackshaw est le vice président du GAC. Je ne voudrais rien dire de plus parce que c'est ce qu'il fait, alors, on va passer à toi Tracy.

TRACY HACKSHAW:

Bonjour, comment ça va ce matin? Comment ça s'est passé votre marche matin ou votre balade en métro. Oui, non? Je sais que vous avez une bonne distance à parcourir mais bon, ça vous réveille le matin. Combien d'entre vous sont là et font partie d'un gouvernement d'un pays? Ah! Quelques uns c'est bien. Vous connaissez votre représentant GAC? Il y'a un représentant du GAC ici du Dominica? Un de mes collègues des caraïbes?

Pour ceux qui ne connaissent pas le GAC, les gens qui sont un peu... c'est intéressant, moi je dis que c'est intéressant, mais enfin bon. C'est une unité intéressante, elle représente leurs juridictions et leurs pays. Pendant une semaine à l'ICANN, vis-à-vis de... sur les problèmes qui peuvent être reliés au processus de politique.

Nous sommes un comité consultative, et le groupe qui consulte, qui donne des conseils durant et après l'effet.

Alors que les autres créent la documentation des politiques, nous faisons aussi des xxx conseils sur des problèmes qui ne soient pas forcément des problèmes de politique, tout ce que vous voyez sur la diapositive, nous vous conseillons sur les politiques, ce que nous faisons, nous conseillons sur des problèmes qui pourraient être des conflits potentiels entre ce que l'ICANN fait et entre les choses locales, régionales, internationales. C'est la différence particulière entre ce que nous faisons et ce que les autres AC font.

Je crois qu'il y'a deux ou trois autres ACs dans l'ICANN, les comités consultatifs, donc soit en sécurité, stabilité, il y'a le comité At-Large et comme nous, comme le GAC, j'étais un boursier comme vous en 2009 je crois. Oui oui. Je suis très familier avec le petit déjeuner à 7h du matin, la marche le matin. Alors que les autres sont en bel hôtel, nous il faut qu'on marche pour arriver jusqu'à la salle de réunion.

Donc, quand je suis arrivé à ICANN en tant qu'employé d'un gouvernement, j'allais directement, je suis dirigé plus au moins directement sur le GAC pour voir ce qu'il faisait, et à l'époque, les réunions de GAC étaient fermées. Et beaucoup de réunions ont été fermées, moi j'ai eu la permission parce que je représentais le gouvernement de Trinidad et Tobago ; mais je suis allé, j'ai suivi beaucoup de réunions pas seulement celles du GAC, je ne pouvais pas aller à toutes les réunions du GAC, donc, je me suis rendue bien compte de ce qui s'est passé avec toutes les ACs, les SOs, pendant une semaine,

puis j'étais surpris, on voyait que tout le monde discutait sur le même problème, mais avec des points de vue différents.

Donc, c'était important de comprendre d'une façon de la part du GAC, les gouvernements doivent représenter l'intérêt public et les gouvernements aussi représentent toutes les parties prenantes en tant que gouvernement.

Et ça c'est une relation très complexe au sein de l'ICANN ; quand le gouvernement dit ce qu'il représente l'intérêt public, il représente aussi les entreprises, la société civile, les organisations à but non lucratif, les avocats, on représente tout le monde et donc, toutes les parties prenantes variées ne sont pas forcément d'accord, mais quand les gouvernements se rencontrent, ils ramènent tous ces intérêts à la table.

Donc, quand ils parlent des problèmes au GAC, ils sont supposés discuter de tous les problèmes qui sont liés à l'intérêt public, donc, c'est très important de comprendre quand vous devriez venir à une réunion GAC aujourd'hui, c'est une bonne réunion, spécialement vers 16h.

Le bureau du GAC va se retrouver, il y'a toujours beaucoup de monde quand vous voyez le GAC parle et que le conseil d'administration répond cela crée en général de l'[excitation] et ce sera peut être pas toujours aussi excitant, mais ça crée quand même un environnement que vous pouvez voir que tout est discuté, vous allez peut être voir un intérêt spécifique, un intérêt juridique ou un intérêt commercial, un intérêt de l'utilisateur.

Donc, tous ces sujets là sont amenés, donc, c'est important de comprendre et c'est intéressant de voir ce que le GAC fait. Le GAC ne prend pas des décisions, il est composé d'organisations, de traités d'organisations. Pardon, excusez-moi revenez en arrière. Alors, dans le GAC, nous ne sommes pas des individus, des personnes, non. On ne peut pas rentrer au GAC et dire ah je suis là, on ne peut pas vous rejoindre, vous devez être un représentant accrédité de votre gouvernement nationale ou d'une économie distincte. Certaines économies ne sont pas des états ou des pays pour joindre le GAC, si vous n'êtes pas déjà membre, vous devriez, vous pouvez regarder ceux qui sont déjà membres, [La liste comprend] à peu près 200 pays, donc je pense au moins 50-60 pays, et d'économie différente qui manque au GAC.

Votre pays n'est peut être pas membre au GAC ; rentrez chez vous et essayez de voir quels sont les agences, les ministères pour voir qui s'occupe, l'économie digitale ou de l'ICT pour voir et demander, leur dire que ça pourrait être un endroit intéressant auquel on devrait postuler, donc encouragez-les à participer, à rejoindre le GAC.

Nous avons aussi plusieurs observateurs, des membres observateurs qui ne sont pas des membres à part entière du GAC, mais ils n'ont pas vraiment de votes, ils ne peuvent pas voter. Et s'il y'avait un vote par exemple, ils ne pourraient pas voter, nous avons des organisations multinationales, gouvernementales. Et les gens de la commission européenne parce que la communauté européenne n'est pas un pays, c'est une union des états européens, la commission AFFRIC par exemple jusqu'à la croix rouge aussi nous avons vraiment un éventail

d'organisations vraiment intergouvernementales et celles qui est interpole par exemple qui est membre du GAC, ce n'est pas une agence ce n'est pas un gouvernement mais c'est la police du monde.

Nous avons donc plein d'organisations, nous avons l'organisation des jeux olympiques, je crois qu'il y'a plein d'observateurs en général nous avons 170 membres et dans la dernière réunion, nous avons 100 membres qui étaient au GAC, alors, nous avons beaucoup de monde, c'est très important de comprendre cela. Il y'a les organisations de traités comme le NPOC, des groupes du NPOC, et des gens, des organisations extend qui ne sont pas incluses dans l'ICANN, il y'a beaucoup xxx par exemple, la croix rouge est dans l'ICANN, donc, à travers le GAC, ils sont là au GAC pour faire du lobbying pour protéger leurs noms, leurs acronymes, etc.

Donc, vous avez là les membres du comité consultatif exécutif du GAC, nous avons madame Headher Dryden du Canada qui est présidente, de l'Australie donc nous avons monsieur [Peter NetFold]. Donc les vices présidents, il y'a une élection du GAC à la fin de cette année, et à ce moment là, les responsables changeront. Et si vous voulez vous joindre aux réunions du GAC si votre pays souhaite se joindre à nous, vous pouvez le faire, il faut envoyer une lettre officielle au secrétariat du GAC, si votre pays n'est pas membre et bien je vous demande de participer, je vous en supplie.

Donc, le GAC n'est pas une entité de prise de décision et ça c'est important et cela crée énormément de conflits au sein du GAC, et même au sein d'ICANN ; nous ne prenons pas de décision, nous fournissons des recommandations, cependant il y'a une règle spécifique

en ce qui concerne les recommandations du GAC, lorsque le GAC publie un communiqué, c'est-à-dire c'est la forme que prennent les recommandations ou alors, il y'a des lettres qui sont envoyées entre les réunions ou pendant les réunions. Ces recommandations doivent être prises en considération par le conseil d'administration.

Donc, c'est obligatoire, et ce qui est très important, c'est que si la recommandation GAC est rejetée, cela entraîne une règle au sein d'ICANN, donc, pour rejeter une recommandation du GAC, il faut que ce soit une question très grave, si cette décision est rejetée, si la recommandation est rejetée, cela enclenche une discussion de médiation entre le GAC et le conseil d'administration. Je crois que c'est quelque chose qui se produit une ou deux fois, une fois que ceci se produit, les choses se compliquent, et donc, en principe c'est quelque chose qui est résolue.

Il existe un compromis, une façon de trouver un compromis entre le GAC et le conseil d'administration, même si je crois qu'il y'a une fois où la recommandation a été rejetée. Pour le triple X, donc, dans ce scénario, la recommandation du GAC a été rejetée, et c'était une question juridique qu'ICANN devait respecter. Le GAC doit arriver au consensus, il n'y a pas de votes.

Donc, c'est un réel consensus, si un pays a une objection par rapport à ce qui est dit dans la salle, et bien il n'y a pas de consensus. Donc, si la majorité dit A, il y'a un pays qui peut dire B et à ce moment-là, nous n'avons pas de consensus, cependant, lorsqu'on n'arrive pas à se mettre d'accord, le GAC doit prendre en considération les différentes opinions,

donc, vous allez voir parfois certains membres dire qu'ils se sont mis d'accord sur telles choses et d'autres non.

Donc, ce que cela veut dire, c'est qu'il y'a une variété d'opinions. Donc, il n'est pas courant que l'on dise qui a dit quoi. Donc, le fait qu'on dise tel pays a dit telle chose et telle pays a dit autre chose. Mais c'est quelque chose qui existe aux nations unis en fait qui arrive parfois. Alors, en principe au sein du GAC, il y'a deux représentants, un qui est au micro et l'autre qui conseille la personne qui est au micro. Et dans la pratique, pour les petits pays, ce n'est pas le cas.

Pour les petits pays en général, il y'a un membre du GAC qui fait tout le travail et en fait, il se conseille lui-même ou alors, il est en rapport avec son bureau local dans son pays. Mais, si vous passez dans la salle, vous verrez qu'il y'a des personnes qui sont un peu en retrait, et donc, en général, vous avez toujours deux personnes, une personne qui parle, une personne qui conseille, ou alors, elles peuvent parler toutes les deux.

Mais, donc, en principe, il y'a une règle selon laquelle on ne peut pas sortir d'un groupe d'ICANN et être là pour conseiller, il faut donc travailler pour le gouvernement, donc, c'est un poste officiel qui vous vient du gouvernement. Alors, nous nous retrouvons 3 fois par an pendant les rencontres ICANN, nous nous rencontrons par email.

Oui, c'est très courant. Nous nous rencontrons par email ; tous les lieux de la réunion sont soit pendant les réunions ICANN, soit par téléconférence, il y'a en général une ou deux préparations des réunions du GAC avant chaque rencontre ICANN. Donc, sous forme webinar.

Bien sûr, en termes de technologie, nous avançons beaucoup plus lentement que d'autres groupes, j'imagine que vous comprenez. Alors, mardi, le GAC rencontre d'autres organisations et c'est très intéressant de voir cette réunion, on se retrouve en bas dans le donjon pour cette réunion, et là, on rencontre les différents groupes, donc, vous verrez tous les groupes qui rencontrent le GAC étant donné que le GAC est un grand groupe, en fait, ce sont les groupes qui viennent nous voir dans notre salle en bas même le conseil d'administration vient nous voir. Donc, on reste à notre place et c'est eux qui viennent nous voir.

Donc, on est dans cette salle toute la journée et donc, on verra les gens tourner, vous avez donc les différents points de vue, les différentes opinions et vous verrez le ALAC et le GAC, vous verrez qu'en fait les points de vue sont assez similaires de différents points de vue, mais vous vous rendez compte que l'ALAC et le GAC finalement sont d'accord sur beaucoup de sujets, ils partagent le même point de vue, alors que pour d'autres groupes, les points de vue sont vraiment différents souvent.

Le GAC est un des premiers groupes à avoir de l'interprétation simultanée dans toutes les langues des nations unies y compris le portugais en plus je ne sais pas depuis combien de temps, je crois que c'est depuis 3 ans ou plus. Donc, vous voyez donc que le GAC lors de ses réunions va pouvoir en fait les membres peuvent parler dans leurs langues et donc je vais utiliser l'interprétation, on avertit les gens, prenez vos casques, je vais parler en portugais par exemple.

Donc, c'est très intéressant de ce point de vue, nous avons donc des gens qui parlent chinois et Fadi vous l'a dit hier qu'on pensait peut être

passer au japonais donc aller au delà de toutes les langues des nations unies de passer au coréen. Donc, on essaie de voir si on peut en fait augmenter le nombre de langues disponibles.

Alors, vous pouvez aller sur GAC.ICANN.ORG, ce n'est pas un site web qui est extraordinaire, il n'est pas très beau, mais en tous cas, les informations, elles sont Jeannie qui travaille pour le GAC a inclus toutes les informations relatives au GAC. Donc, cliquez sur le lien et vous verrez tout un tas d'informations qui sont disponibles, tout l'historique, toutes les recommandations que nous avons faites, toute la correspondance, tout ce qui a été reçu, etc.

Je ne sais plus comment ça s'appelle il y'a les recommandations relatives les anciennes.

JEANNIE ELLERS:

Jeannie au micro, si vous avez besoin d'aide pour vous aider, si vous avez besoin d'aide pour comprendre comment trouver les informations sur le site du GAC, je peux vous aider.

TRACY HACKSHAW:

Tracy au micro, les informations existent sur le site web, donc, n'hésitez pas. Donc, je peux vous fournir les liens, toutes les informations sont là. Et effectivement, Jeannie nous a beaucoup aidé lorsqu'elle faisait partie du secrétariat du GAC, alors diapositive suivante. Donc, voilà en fait, j'ai terminé, s'il y'a des questions, je suis disponible,

KAREL DOUGLAS: Karel au micro, merci beaucoup Tracy pour cette excellente présentation, on va voir s'il y'a des questions.

BABU RAM DAWADI: Merci beaucoup, je suis Babu, je viens du Népal, je voudrais que les choses soient claires, par rapport au comité du GAC, il y'a en termes de politiques de réglementations, donc, la nécessité de suivre ce qui se passe au niveau de la prise de décision de politiques. Moi je sais que je suis impliquée dans l'IPV6, le plan d'immigration, les réglementations de ccTLD, etc.

Et ce que je veux dire par là c'est quels sont les critères pour arriver dans le GAC, pour moi pour un consultant, est ce qu'il y'a un processus pour s'impliquer en tant que membre du comité du GAC, est ce que c'est possible pour moi en tant que personne indépendante de en fait faire des recommandations dans le cadre de mon pays qui pourront monter au GAC?

TRACY HACKSHAW: Votre représentant doit être un représentant GAC, donc, il faut qu'une lettre soit écrite par votre pays par l'autorité gouvernementale qui dise que cette personne est officiellement représentante au GAC.

Si vous, par exemple, souhaitez être membre du GAC, faire partie de la liste des membres sur le site du GAC, il y a une liste des représentants, donc la personne principale, et puis deux ou trois au plus, à ce moment là, vous devez.. Je ne sais pas s'il y a représentant pour le Népal.

Donc vous devez vous adresser à cette personne et donc lui poser la question, il n’y pas de règles qui disent vous ne pouvez pas aller parler à votre représentant du GAC.

Il est tout à fait possible que vous puissiez donner des conseils à votre représentant GAC, et c’est la même règle pour tout le monde, étant donné qu’ils sont membres du GAC, il ne faut pas se dire que vous n’avez le droit de leur parler, ce sont des personnes qui aiment être en relation avec d’autres, on n’est pas des grands méchants loups. D’accord?

Nous sommes des personnes normales donc allez les rencontrer pendant les réunions ICANN, lorsque vous rentrez chez vous, Allez les revoir. Et dans la plupart des cas, ils vous diront oui oui, ça m’intéresse justement ce que vous avez à me dire.... Les gens s’imaginent que c’est une organisation très ésotérique.

Mais si vous le souhaitez, n’hésitez pas à aller leur parler, je suis sûre que cela les intéressera ce que vous avez à leur dire, donc n’hésitez pas, allez rencontrer votre représentant du GAC, allez discuter avec lui, et si cette personne n’est pas ouverte, vous pouvez, peut être, trouver un autre moyen de vous appliquer.

HOMME INDÉFINI:

Bonjour, merci pour la présentation, At-Large et GAC ont un siège au conseil de l’administration, cependant, en tous cas, d’après ce que je

sais, le siège At-Large a droit de vote, alors que le siège GAC n'a pas de droit de vote, est ce qu'il y a une raison à cela?

TRACY HACKSHAW:

Tracy au micro. Le siège ALAC au conseil d'administration, c'est quelque chose de récent qui est le résultat de beaucoup de ..., ils ont beaucoup bossé pour l'obtenir. Pour la situation du GAC, et bien nous sommes en train d'en parler.

Tracy au micro. Il y a une série d'améliorations qui sont en cours, donc je crois qu'on peut aller sur le site GAC, voir l'équipe de revue de la responsabilité et de la transparence, il y'a deux équipes qui se retrouvent, il y a eu, pardon, deux rencontres en 2009/2010 la plus récente, il y a eu deux rapports qui ont été publiés et donc ces questions ont été abordées dans ces rapports et la question c'était comment est ce que le GAC pouvait s'impliquer davantage dans le travail d'ICANN.

Il y a eu des discussions sur ce sujet, je connais le GAC, bien sûr et donc, très récemment, on s'est posé la question du rôle du GAC, comment se fait-il que le GAC se fait simplement à comité consultatif et qu'il n'ait pas droit de vote au conseil d'administration, il y a des raisons ... c'est quelque chose qui fait partie de notre règlement, d'ailleurs, je vous encourage à lire ce règlement. Cependant, c'est quelque chose qui est en cours de discussion et lors des réunions, il y a des groupes qui en parlent. Je pense que les choses sont relativement transparentes, il y a le comité, ou plutôt le groupe de travail du GAC, qui justement, parle de ça.

Donc informez vous, parce que c'est quelque chose de complexe, la question n'est pas évidente, c'est vraiment une question complexe, la façon dont ICANN fonctionne, la structure d'ICANN serait remise en cause, par exemple, je vous donne un exemple:

Il y'a au sein du GAC donc des gouvernements les décisions sont prises par consensus, mais est ce que cela représente le point de vue des gouvernements parce que chaque pays est un pays souverain, donc, chaque pays a son point de vue, donc, si vous avez un représentant par exemple qui habite à Timbuktu par exemple, je ne sais pas je prends n'importe quoi comme exemple, ah oui c'est une vile pardon.

Bon, si c'était un pays maintenant Timbuktu, si vous avez un représentant au conseil d'administration qui vote pour donc au nom du GAC mais qui en fait, est ce qu'il vote vraiment au nom du GAC ou au nom de son pays Timbuktu?

Donc, comment est ce que cette personne va pouvoir représenter le GAC de manière neutre? Étant donné que les gouvernements prennent très longtemps pour prendre leur décision, comment est ce que cela est possible donc on interrompt le processus de vote, il faut que j'aille demander au GAC, on va décider, et donc 3 mois plus tard, je vais vous dire voilà comment je vote, non c'est très complexe. Donc, c'est quelque chose qui est entrain d'être discutée.

KAREL DOUGLAS:

Je rappelle à tout le monde de poser des questions courtes et aussi de nous donner votre nom quand vous posez la question, allez-y.

HAFEDH YAHMADI: Je m'appelle Hafedh, je viens de la Tunisie, ma question c'est que j'ai vu sur la diapositive en ce qui concerne les réunions GAC qu'il n'y a que 25 pays je crois qui participent aux réunions du GAC, ou bien 55, je ne sais pas, donc le GAC aujourd'hui, c'est simplement 55 pays, c'est ça?

TRACY HACKSHAW: Tracy. Alors, la participation à nos réunions dépend des financements des ressources, est ce que vous avez le temps d'aller passer du temps dans différents pays, en fait, il y'a 40 membres, les personnes qui participent aux réunions une fois par an, deux fois par an, en fait, varient.

Nous avons 100 pays parfois par exemple ici, il y'a d'autres fois où nous avons eu 40 pays présents, donc, la participation ne représente pas nécessairement le GAC dans son ensemble pour avoir une petite idée de l'adhésion lorsque les gens le financement nécessaire ou lorsque vraiment il y'a des choses très importantes pour le pays, et bien les gens viennent.

Avant donc, il y'avait moins de membres mais de plus en plus, il y'a une participation plus élevée. Nous avons des membres qui participent à distance pendant la réunion, et entre les réunions, il y'a des personnes qui ne viennent pas physiquement aux réunions qui contribuent par email, etc. Donc, les réunions publiques ne représentent pas nécessairement la totalité des membres.

KAREL DOUGLAS: Karel, je crois qu'il nous reste peu de temps, il nous reste peut être 3 questions, il nous reste 10mn alors... Je vous demande de poser des questions très rapides et donnez-nous votre nom et allez-y.

[LEE AMIDU]: Je suis Mr. [Lee Amidu], je suis membre 58.48 34/65 de l'autorité de régulation des télécommunications du Sénégal [LEE AMIDU] ; donc, je parle ici pour la première fois en tant que membre du collège de l'autorité de régulation de Télécom. Je suis très ravi de voir le travail qui a battu, je suis depuis le début, j'essaie de prendre les choses en main. J'essaie de comprendre, je comprends maintenant ce que c'est que le GAC, le GNSO, le ALAC, etc.

Donc, pour les pays comme nous qui prenons les choses en marche ou il y'a souvent des petits changements de personnes dans les gouvernements dans les ministères, ce n'est pas évident.

Donc, ce que je souhaite dire c'est que aujourd'hui pour être membre du GAC ou de l'ALAC, est ce qu'il faudrait d'abord des pré-requis, il faut être un peu partout dans les organisations, dans les comités ou on peut être membre du GAC, tout simplement en étant aux côtés de la régulation des télécom. Alors question c'est est ce qu'il y'a des cotisations, est ce qu'on doit participer dans les cotisations?

Est ce que dans la sous région Afrique de l'ouest, il y'a quelque chose qui existe ou pas, vraiment c'est extrêmement important, et on veut profiter de l'opportunité qui est offerte aujourd'hui avec les états unis qui laissent le soin aux autres pays aussi de travailler sur ICANN, de

reprenre les choses, on n'a rien perdu je pense, avec le virage qui va avoir lieu, les pays africains ont l'opportunité vraiment de s'impliquer, la sous région Afrique qui aujourd'hui est demandeuse et très pertinente dans le terme d'internet, où il y'a la mobilité où il y'a largement, il y'a le libre accès qui sont développés aujourd'hui. Nos pays ont vraiment besoin de savoir de quoi il s'agit, de s'intégrer très rapidement et efficacement, merci.

TRACY HACKSHAW:

Alors, merci. On vous demande de ... je ne veux pas ... Je souhaite peut être vous corriger un petit peu, Sénégal est membre du GAC depuis très longtemps en fait. D'ailleurs, ils étaient vices présidents du GAC récemment, et il n'y a pas de cotisations à payer, on n'est pas à l'ITU, il n'y a pas de cotisations et il n'y aura jamais de cotisation pour participer au GAC, la façon dont le GAC fonctionne c'est en fait, une réalisation politique, ce n'est pas politique à proprement parlé, mais, ce n'est pas quelque chose qui est similaire à d'autres organisations que vous avez pu voir, alors, la façon dont on s'implique dans le processus, je crois qu'on ne peut pas dire que le GAC existe depuis très longtemps. Les niveaux de participation sont bas et ils commencent à augmenter.

Les gouvernements ont toujours pu participer au GAC, et dans le processus ICANN, donc, ma recommandation pour n'importe quel pays, pour l'Afrique, pour le caraïbes, pour le Pacific, l'asie, etc, c'est de voir si votre représentant existe, parce qu'il peut se passer et vous ne le savez pas forcément: Parfois votre représentant est très actif dans le GAC et vous ne le savez pas forcément parce que je sais que le Kenya était très impliqué, le Nigéria était très impliqué d'autres pays d'Afrique et donc,

il y'a des personnes qui participent au GAC, et qui sont du continent africain et qui sont là depuis longtemps.

Et donc, la raisons pour laquelle les choses avancent plus rapidement maintenant c'est en fait la question c'est comment coordonner les points de vue, les perspectives, comment se faire entendre, et donc si cela vous intéresse, et bien parlez avec votre représentant, travaillez avec lui, si tous les membres africains ne sont pas là, le point de vue de l'Afrique en tous cas est représenté.

FEMME INCONNUE:

Je m'appelle [Chawi Chan] et je viens de la chine, j'ai promis, j'ai deux questions, alors la première c'est quelle est la différence entre le GAC et le groupe de communication croisée. Deuxièmement, lors de la séance sur la collision des noms, je sais que les registres, les bureaux d'enregistrement s'ils reçoivent le rapport de collision du nom d'ICANN, s'ils donnent leurs raisons et s'ils correspondent, et bien ils peuvent s'occuper de la conformité.

Donc si par exemple, ils souhaitent protéger la sécurité de leurs pays, et bien la raison n'est pas facile à trouver au niveau mondial, et donc, ce que je souhaite savoir c'est le point de vue du GAC là-dessus.

TRACY HACKSHAW:

Alors les groupes de communauté croisée, les groupes de travail, cela veut dire à travers la communauté croisée, les gens de la communauté sont dans des groupes de travail, ça veut dire qu'un membre du GAC, du GNSO, un membre du RSSAC, un membre de l'ALAC, tous les membres

des communautés peuvent se retrouver dans un groupe de travail et discuter des problèmes. C'est ce qu'on appelle un groupe de communauté de croisée. Donc, ça parle de toute sorte de problème, gouvernance internet, etc, donc, le GAC est un élément dans la communauté croisée, c'est une super structure si vous voulez. Donc, l'autre problème: Il y'a des rapports sur les collisions de noms, les bureaux d'enregistrement et les opérateurs de registre ont des documents qui sont [post publiés].

Vous pouvez voir quelles sont les vues du GAC, l'opinion des états unis est différente de celle de la chine par exemple sur tous ces problèmes, vous pouvez peut être aller voir quelle est la position du GAC là-dessus, ou demander donc à votre représentant quelle est sa position encore une fois. Le GAC, la vie du GAC, le conseil du GAC vient à partir d'un consensus et quand vous allez voir des groupes de travail, des rapports qui ont été générés du GAC, ou des déclarations qui existent en tant que conseil, communiqué sur la collision des noms, les contrats, les accords. Tout cela ce sont des choses qui se passent au sein du GAC en ce moment. Je pense que des choses comme ça qui sont en discussion en ce moment. Le GNSO peut être, on va en parler aujourd'hui.

KAREL DOUGLAS: Il y'avait une question derrière là-bas?

BILL TOMON: Bonjour, Bill Papua nouvelle guinée, est ce que le GAC dernièrement, il y'avait des pays qui ont eu des restrictions sur les réseaux sociaux, sur

l'internet, est ce que ces pays là jouent un rôle lorsqu'il s'agit de conseiller disons?

TRACY HACKSHAW:

Tracy, le GAC ne se préoccupe pas du contenu. Le GAC ne participe pas lorsqu'il s'agit de toutes ces choses-là. En fait, n'est pas supposé même ICANN en tant que nous nous occupons du nom et des nombres et des chiffres, des nombres et des noms. Nous nous ne préoccupons pas de ces choses-là, les pays eux même sont préoccupés, c'est discuté quelques fois dans les meetings, les réunions du GAC, mais pas souvent. Des fois, vous allez entendre la mention d'un pays qui va bloquer disons un réseau social ou autre même si ça se passe, mais ces problèmes ne sont pas posés au GAC, du moins c'est mon observation. Mais, peut être dans d'autres sessions, si vous allez voir un autre groupe, peut être que vous entendrez ça dans une discussion, mais le GAC n'en discute pas quand il s'agit de la censure, le contenu n'est pas discuté au GAC, ce ne sont pas les problèmes discutés au GAC.

KAREL DOUGLAS:

Nous avons beaucoup de questions rapides, on va les prendre en ordre. Vous avez une question vous?

MARITZA AGUERO:

Maritza, je viens du Pérou. Vous parlez des comités du GAC étant consultatifs et qui donnent des conseils pour les politiques internationales, nationales, cela veut dire que le GAC va aussi donner une lettre ou une déclaration à l'ICANN pour un gouvernement, si par

exemple, si un gouvernement fait quelque chose contre la gouvernance de l'internet ou les politiques intérieures?

TRACY HACKSHAW:

Tracy, vous ne m'avez peut être pas compris, nous conseillons sur des bases, les politiques nationales, régionales, nous ne conseillons pas les gouvernements, nous conseillons ICANN ; les membres du GAC ils vont ramener les informations de la réunion vers leurs gouvernements.

Donc, les pays pourront voir ce qui se passe à l'ICANN, nos lois telles que cela ne peut pas se passer ainsi. Nous conseillons le gouvernement de façon si vous voulez c'est juste un conseil vers l'ICANN, le GAC n'existe pas sans l'ICANN ; le GAC n'est pas un corps, une unité séparée, il n'y a pas de structures législatives, c'est une créature de l'ICANN disons, elle conseille l'ICANN. Nous ne conseillons personne d'autre, aucune autre unité que l'ICANN

KAREL DOUGLAS:

Je pense que si vous avez une question. Attendez, Martin avait une question déjà, donc, on va passer à Martin.

[MARTIN]:

C'est une question rapide, je ne voudrais pas rentrer dans les détails, mais pour avoir une idée, un exemple, quelles sont les choses les plus importantes dont le GAC discute aujourd'hui? Quels sont les thèmes sur lesquels les membres sont intéressés et discutent en ce moment?

TRACY HACKSHAW:

Alors, vous pouvez aller directement sur l'agenda qui est sur le site web, je vous donne un résumé, mais regardez bien sûr sur le site, les problèmes qui sont en cours de discussion en ce moment. Le reste des programmes des nouveaux gTLDs, par exemple, les sauvegardes, certains des points, quelque chose des points par exemple pharmacie, des choses comme ça. Le GAC discute encore ce genre de problèmes et certains des membres veulent s'assurer qu'il n'y a pas d'abus des bureaux d'enregistrement ainsi de suite.

Aussi, nous participons, nous sommes participants au rapport WHOIS, le prochain tour de niveau gTLD, les [SU], les protections des nouveaux noms, je ne vais pas dire celui-là, les nouveaux. Nous parlons aussi des problèmes de sécurité et de stabilité, je vous encourage vraiment de venir aux réunions quand vous allez voir la réunion du conseil, vous allez voir tous ces problèmes seront soulevés lors de la réunion. Il y'a ce qui s'appelle un tableau de bord pour le GAC aussi vous pouvez regarder cela, vous pouvez aussi voir toutes les choses dont on a discuté, c'est une longue liste, c'est très complexe, il se passe tellement de choses.

KAREL DOUGLAS:

Nous avons Victoria au micro.

VICTORIA ROSCA:

Victoria de Moldavie. Merci Tracy, je voudrais quand même vous parler du problème à partir de wine gTLD, je sais qu'on en a parlé depuis Buenos Aires au GAC, quel est vraiment le problème ici? Est-ce qu'un

pays veut monopoliser ses gTLDs, de façon à en tirer quelque chose au niveau commercial ou industriel?

TRACY HACKSHAW:

Oui encore. Le site web serait un bon endroit pour aller vérifier cela, si vous regardez, si vous faites une recherche Google là-dessus, vous verrez que le problème fondamental a été dit à part le conseil de l'ICANN, cela pourrait être discuté dans un autre forum. Nous sommes rentrés dans les détails, est ce que vous pouvez résoudre ce part de désallocation géographique pour ceux qui ne connaissent pas, c'est un problème qui dure depuis longtemps à travers le monde à propos de fromage et de vin et de toutes ces choses-là, comment est ce qu'ils peuvent utiliser ces noms, comme Bordeaux Champagne, encore une fois, ces choses parmesan, ainsi de suite, toutes ces choses qui sont des indicateurs géographiques, et qui sont liés à des régions géographiques.

Ces choses-là ne seront pas résolues dans l'ICANN, si vous regardez le conseil, le GAC, et l'ICANN, vous verrez sur le site qu'il y'a des lettres qui ont été publiées, vis-à-vis de la part de différents gouvernements et vous aurez un peu une idée de ce qui se passe.

KAREL DOUGLAS:

Karel au micro, acceptez vraiment mes excuses, mais le prochain orateur, prochain speaker est là intervenant est là, donc, il n'a pas beaucoup de temps, donc, je vais courter cette période questions-Réponses, apportez cette conversation vers Tracy, envoyez-lui un courriel, il fait partie des anciens des boursiers donc, il sera bien content

de vous répondre par email, il vous l'a dit aussi. Allez à la réunion, au gag aujourd'hui, c'est en bas dans le donjon, vous verrez, il y a presque des tortures, là-bas. Sinon, accrochez-le dans un couloir, à la table où il y a du café, enfin. Bon, vous voyez. Essayez de trouver pour ces gens qui n'ont pas eu l'opportunité de poser leurs questions. Sachez que la conversation continue à travers différents emails ou autre conversation. Merci, donc, à vous Tracy. On applaudit Tracy. ... Qui vient de Trinidad et Tobago comme je l'ai déjà dit.

CINTRA SOOKNANAN:

Alors, nous allons passer à autre chose ... Merci, Tracy, merci encore. Oui, Raouf? Signez la feuille d'appel, s'il vous plaît. Il y a quelqu'un, des gens qui n'ont pas signé? Oui, allez-y, c'est bon.

KAREL DOUGLAS:

Attendez. Avant de passer au prochain ... Je voudrais parler ... Il y a quelqu'un d'autre au micro, pour ceux qui ne connaissent pas Tracy, Tracy, ... il connaît beaucoup de choses, donc, vous pouvez parler de IPv6, comment vous pouvez améliorer votre économie dans votre pays, dans votre pays en voie de développement en utilisant différents logiciels. Il était mon mentor. C'est vraiment une personne très dynamique. Merci, Tracy, d'avoir été parmi nous.

NOUVEL INTERVENANT:

Merci, merci, Tracy est vraiment une âme fantastique. Elle est là pour aider n'importe qui, n'importe quand sur tous les problèmes. S'il vous plaît, cherchez-le. C'est une bonne personne à questionner.

Nous allons passer Monsieur Bill Drake, de l'unité constitutive, des utilisateurs non-commerciaux. On passe à Bill. A vous.

BILL DRAKE:

Bonjour à tout le monde. Je suis toujours heureux de faire cela. A chaque réunion, je rencontre les boursiers. Je suis professeur à l'Université de Zurich, en Suisse et je suis au NCUC. C'est une société, connaissez-vous une société civile dans le GNSO. Et cela revient jusqu'en 99, ça fait donc 15 ans que nous existons. Je ne peux pas vous lire tout ce qu'il y a sur nos lettres. Mais je pense que nous avons 357 membres de 81 pays, 80 organisations non-commerciales et 252 membres particuliers.

Alors, on revient à notre page. NCUC, comme je l'ai déjà dit, repère au sein du GNSO. Une des premières questions que les boursiers me posent quand je viens faire cela à la réunion, c'est comment est-ce que la société civile qui est regroupée dans le GNSO est différente de l'ATLARGE et comment cela se différencie d'autres parties du GNSO.

Donc, alors, je vais clarifier cela. ATLARGE, ALAC est un comité consultatif vers le conseil. Il n'affilie pas les politiques. Ils conseillent sur tous les problèmes. Ses membres sont commerciaux et non-commerciaux. Donc, ils ont des multipartites. Ils ont des sociétés civiles, des gens, des entreprises qui ont des inquiétudes, enfin qui sont concernés au niveau entreprise, au niveau affaire, business.

Le GNSO, c'est fait des politiques pour les domaines de premier niveau, générique de premier niveau. Le conseil du GNSO coordonne le

processus et le conseil du GNSO, encore une fois, coordonne et vote des politiques, décision des politiques finales qui passe ensuite vers le conseil pour être ratifié. Quand le conseil doit prendre ce que le GNSO lui dit et ensuite, il y a d'autres conditions qui doivent être remplies. Ils disent au GNSO cela ne va pas. Il faut que vous changiez telle chose et ensuite de retour vers le conseil. Donc, sous cela, il y a les registres, les bureaux d'enregistrement. Il y a les opérateurs de registre. Il y a un groupe indiego constitutive, commerciale qui inclus les fournisseurs d'internet, l'unité constitutive de protection intellectuelle. Il y a aussi maintenant le groupe non-commercial.

Donc, à l'intérieur du NCSG, il y a deux groupes. Ca y est. Maintenant, j'espère que vous avez compris tout le graphe. C'est pas facile. C'est un manque d'acronymes. Donc, à la base, nous avons été inclus dans les processus de créer des politiques sous les noms de domaine générés de premier niveau, depuis 15 ans. Nous sommes différents des autres par ses membres particuliers et des organisations peuvent nous rejoindre.

Donc, tous ceux qui veulent préserver la promotion, les intérêts non-commerciaux sur l'internet peuvent joindre le NCUC. Nous avons des tas de membres dans chaque réunion. Il me reste quelques brochures. Nous avons eu un évènement de communication avec les sociétés civiles qui a eu beaucoup de membres.

Il y a eu les membres du NCUC qui sont regroupés avec d'autres personnes, des organisations de la société civile qui ne sont pas incluses dans l'ICANN, pour leur participation dans l'ICANN peuvent être intéressantes. Malheureusement, j'ai donné toutes les brochures à ce

moment-là mais je crois qu'il m'en reste encore quelques-unes si vous voulez qu'on vous les fasse passer.

Qu'est-ce que nous avons fait dans les 15 dernières années? Nous avons commencé en focalisant sur les problèmes de droits de l'homme. Nous voulons aussi protéger la vie privée, la liberté d'expression surtout dans l'espace internet, protéger l'accès à la connaissance, nous assurer que les propriétés intellectuelles sont protégées et que les choses ne soient pas trop chères pour que tout le monde puisse avoir accès et avoir accès à l'information et la connaissance. Nous avons été aussi, très clair depuis le début, sur le choix des consommateurs, surtout sur la responsabilité, la transparence de l'ICANN.

Plus récemment, il y a de plus en plus de membres et comme la gouvernance de l'internet mondialement s'est agrandie, accrue de gens. Nous participons dans beaucoup de problèmes. Tous les processus qui sont inclus, notre agenda, notre ordre du jour est devenu plus grand.

Notre engagement, notre participation sur la gouvernance de l'internet mondial, en général, s'est étendue. Nous sommes aussi plus intéressés des questions de développement, surtout dans les pays en voie de développement. Donc, ce sont certains de ces problèmes que nous avons vraiment poussé durant les dernières années, comment nous participons dans le processus des politiques.

Nous faisons plusieurs choses. D'un côté, nous sommes membres, nous élisons nos leaders tous les ans. Donc, moi, j'ai été élu à l'automne. Nous avons un comité exécutif qui est compris des représentants des cinq régions ICANN, donc l'Afrique, l'Asie pacifique, l'Amérique latine,

l'Europe et l'Amérique du Nord. Et bien sûr, nous mettons déjà en place, dans les corps différents du NCSG et aussi au GNESSO à travers des groupes de travail.

Donc, nous participons aussi dans l'élection de six conseillers au GNSO qui vote directement sur les politiques. Donc, en fait, nous participons de façon directe dans le vote des décisions finales. Donc, moi j'ai été au conseil du GNSO pendant quatre ans. J'ai donc voté pour lancer les IDN, donc, des tas de choses comme ça. Donc, une participation directe dans les processus.

Nous adoptons aussi des déclarations de politiques sur plein de thèmes, de problèmes. Nous avons fait cela au niveau multi partie prenante, plus qu'au niveau de l'unité constitutive parce que, on essaie de coordonner avec d'autres groupes comme NPOC. Nous avons des positions pour toute la société civile.

Si vous voyez, par exemple, sur notre site internet NCUC.org, vous voyez sur la première page la société civile soumet des commentaires, sur la transition IANA et la responsabilité ICANN. Donc, nous avons des positions là-dessus. Et, sur les années passées, nous avons été aussi une force enfin sur ce genre de question, peut-être souvent avec le chagrin du conseil et d'autres acteurs qui ne sont pas toujours d'accord avec nos intérêts, nos orientations vis-à-vis des droits de l'homme des intérêts publics, mais c'est la vie. Ca fait partie du processus.

Quand on fait au niveau, dans un environnement multi partie-prenant et quand tous les intérêts se rassemblent et que vous négocier, que

vous voulez arriver à une résolution finale qui plaît à tout le monde, nous fournissons cette voie pour ces valeurs non-commerciales.

Donc, nous participons dans le processus des politiques. Nous mettons les gens dans les groupes de travail. Nous adoptons des déclarations. Nous faisons beaucoup de lobbying. Nous travaillons avec les gens sur beaucoup de problèmes. Hier, nous avons eu une réunion sur le remplacement de la base de données Rouise. Et des personnes étaient très incluses dans cette réunion pour participer au nouveau modèle des RDS, des clarifications sur comment exactement la vie privée est protégée et garantie par ce nouveau modèle et ainsi de suite.

Donc ce genre de chose que nous faisons. Nous embêtons tout le monde, en fait. Mais, c'est quelque chose d'important. Quelqu'un doit le faire à l'ICANN sinon, vous pourrez vraiment avoir une situation où le processus de politique résulterait dans, reflèterait seulement l'intérêt de grandes entreprises à l'exclusion des citoyens, des utilisateurs. Et l'intérêt public, il faut le considérer. Donc, c'est une question d'accomplir un équilibre à travers des négociations pour rassembler tous ces aspects.

Est-ce qu'on peut cliquer là-dessus? Ah, oui. Alors, une des choses que nous faisons, par exemple, nous organisons beaucoup de conférences, d'évènements. Alors, par exemple, à la réunion de Singapore, j'ai organisé une conférence sur la gouvernance mondiale ICANN. C'était une réunion préparatoire pour le net mondial qui a eu lieu à Sao Polo, en Afrique. Nous avons rassemblé des gens de la communauté de l'ICANN. Si vous regardez la liste sur l'écran, vous voyez, nous avons communiqué avec toutes les parties de l'ICANN pour qu'ils s'engagent à

discuter tous les problèmes qui allaient se passer, qui allaient être discutés à Netmundial.

Et nous faisons beaucoup de choses comme celles-là, d'autres évènements que nous avons eus, beaucoup de conférences, des groupes de travail, des ateliers, disons.

Donc, voilà, c'était une vue d'ensemble qui a été rapide parce que je dois partir aujourd'hui à 9 heures. De 9 heures à midi et demi, nous avons, est-ce qu'on peut revenir en arrière, excusez-moi. Je n'ai pas mes lunettes. C'est horrible. Je devrais mettre mes lunettes avant de faire ces choses-là. [Retourner vers la page principale](#) et le lien pour notre réunion d'aujourd'hui, oui, oui, sur la page, oui.

Alors, aujourd'hui, c'est la journée des unités constitutives et plusieurs groupes de l'ICANN se retrouvent pour parler de leurs processus internes. Donc, c'est le mardi et aujourd'hui, j'ai un ordre du jour très plein.

J'ai invité tous les groupes nord-américains des Etats-Unis pour parler de la transition de l'ILN, de la responsabilité, de toutes les choses dont vous avez entendues parler avec Fadi l'autre jour quand il a parlé de l'alliance mondiale. Donc, on va parler de ces choses-là. C'est une réunion d'une heure qui devrait être très intéressante de représentants du conseil de l'Europe aussi pour nous parler du papier qu'ils viennent de publier, comment construire des mécanismes de protection des droits de l'homme à l'intérieur des opérations de l'ICANN. Ils viennent de nous voir. Et nous avons aussi notre propre discussion sur beaucoup

d'autres problèmes quand il s'agit de la responsabilité, la gouvernance mondiale de l'internet.

La réunion est ouverte à n'importe qui. Si quelqu'un veut venir nous voir, vous êtes libre de venir dans la salle. Vous pouvez nous parler. Nous serons à Canougen au niveau messaline de ce parti de l'hôtel. C'est à côté du bar, donc vous pouvez être, on sera peut-être sous à 9 heures du matin mais bon. Vous êtes les bienvenus, si vous êtes intéressés à venir nous rejoindre à le NCUC, aussi.

Avec ça, nous avons dix minutes pour les questions. Présentez-vous quand vous posez vos questions.

BILL DRAKE:

On me demande toujours de faire ces choses-là le matin et j'ai beaucoup de mal, en général, de mettre le casque. C'est compliqué.

NOUVEL INTERVENANT:

Ce qui n'est pas clair pour moi. En fait, je ne sais exactement comment formuler ma question. Donc, je suis désolé si ma question est un petit peu confuse.

Ce que j'ai entendu dire, c'est que ICANN fonctionne uniquement avec les noms de domaines et les adresses. ICANN ne s'occupe pas des questions de contenu ni de la liberté d'expression, etc. Il existe parfois des restrictions dans certains pays en ce qui concerne l'accès à l'internet mais, en fait, ICANN ne s'en occupe pas.

Dans votre excellente présentation, j'ai entendu dire que vous travaillez dans le domaine des droits de l'homme en ce qui concerne les politiques de noms de domaines générés ; donc, donnez-moi un exemple de situation conflictuelle dans le domaine des droits de l'homme pour que je comprenne l'ampleur de votre travail et le type de chose que vous faites.

Est-ce que vous faites des recommandations, des propositions? Je crois que les concepts ne sont pas très clairs. Donc, j'aimerais savoir ce que vous faites pour que je comprenne mieux, que vous me donniez des exemples –

BILL DRAKE:

D'abord, je m'excuse parce que je parle très vite mais la question est excellente. De toute évidence, je dois être au café. J'espère que vous avez réussi à suivre tout ce que j'ai dit sinon vous pouvez toujours m'envoyer un email pour que je m'explique davantage.

Alors, le rôle d'ICANN dans l'environnement plus large de la gouvernance de l'internet est assez limité, en fait. Cependant, sous le leadership de Fadi, il y a eu davantage d'effort en ce sens pour s'engager dans le soutien du forum de la gouvernance de l'internet, dans la conversation plus globale, le processus Netmundial, etc.

D'une manière générale, la mission d'ICANN, le travail d'ICANN, c'est la gouvernance des noms et des adresses. Donc, c'est un travail très défini, très limité. Maintenant, au sein de cette activité, de ce travail, ICANN ne s'implique pas dans les politiques nationales, à savoir si elles se

conforment à certaines obligations, les droits de l’homme, etc. Ce n’est pas ce qui fait partie de la mission d’ICANN.

Cependant, il faut bien savoir que beaucoup de politiques qui sont adoptées en ce qui concerne les noms de premier niveau générés ont des implications du point de vue des droits de l’homme. Par exemple, la liberté d’expression, lorsque le nouveau gTLD, le programme des nouveaux gTLD avec tous les noms de premier niveau.

Donc, la question, c’est: comment est-ce que on s’occupe des dispositions relatives, par exemple, à l’ordre moral, l’ordre public. Et, donc, il y a eu des règles selon lesquelles lorsqu’un gouvernement pense qu’un nouveau gTLD qui a été proposé n’est pas souhaitable dans le domaine de la moralité, qui est contre la moralité et bien ce gouvernement doit pouvoir le bloquer.

Donc, par exemple, il nous a fallu passer beaucoup de temps à lutter pour que le langage soit bien défini, pour que l’ampleur du blocage qui soit appliqué, pour que le GTLD soit conforme à la loi internationale et qu’on obtienne un consensus au sein du GAC, par exemple.

Donc, par exemple, il y avait des gouvernements qui ne voulaient pas le point Gai. Il y avait des gouvernements qui ne voulaient pas le point Islam. Tout un tas de noms de domaine qui, selon eux, ne sont pas bons. Au WTF, je ne sais pas si vous connaissez cet acronyme, mais bon, il y a beaucoup de situations où les gouvernements ont dit: non, ce genre d’expression ne me convient pas et ils ne voulaient pas que ce soit une chaîne au premier niveau parce que cela communique certaines choses

et que cela n'est pas quelque chose que nous soutenons. Nous avons essayé de nous assurer que ceci n'est pas trop large.

En termes du droit privé de la manière, il y a une nouvelle proposition de remplacer le système Quiz qui est, en fait, la base de données qui vous permet de chercher qui s'occupe de tel site web, par un nouveau système. Et, ça, c'est quelque chose dont nous parlons depuis quinze ans. Parce qu'il n'y a pas de protection des droits privés par la structure de WHOIS. Et la structure WHOIS est incompatible avec, par exemple, les lois sur la protection de la vie privée, au niveau européen.

Donc, si, par exemple, vous êtes militant pour les droits de l'homme, si vous êtes quelqu'un qui cherche à éviter votre ancien petit copain et qui vous suit partout. Donc, toutes les situations dans lesquelles on peut se trouver, eh bien, vous n'avez pas envie que vos informations se trouvent disponibles à n'importe qui. Alors, vous êtes confronté à un choix difficile parce que dans le système WHOIS, ce n'est pas facile d'avoir accès aux informations.

Alors, il y a eu la jouée de nouveaux services de protection des droits pour avoir un certain niveau de protection. Mais, à la base, vos informations elles sont disponibles, d'accord? Donc, du point de vue de la protection des droits de la vie privée, eh bien, il y a réellement un problème en termes de protection des droits de l'homme. Et donc, voilà pourquoi, on est en train de voir si on peut avoir un meilleur système pour améliorer les choses dans ce domaine. Mais la conception, les questions techniques sont très compliquées.

Et donc, c'est ce que nous faisons. Nous essayons de beaucoup travailler, nous invitons le conseil de l'Europe aujourd'hui, justement à venir nous voir. Nous avons des inspecteurs qui nous ont dit, il y a quelques années, est-ce que vous savez ce que c'est ICANN? Parce que, pour nous, ce n'est pas conforme à vos politiques.

Et l'inspecteur européen a dit: oui, tout à fait, les politiques d'ICANN ne sont pas conformes à nos exigences au sein des lois européennes.

Donc, voilà le genre de chose que nous souhaitons faire avancer pour qu'il y ait un meilleur équilibre entre les lois gouvernementales et les intérêts privés.

KAREL DOUGLAS:

La question est excellente. C'est quelque chose qui, pour moi, est toujours important. Il y a les noms de domaines. C'est ce que fait. D'accord mais il y a d'autres problèmes. Comment cela se traduit dans le travail d'ICANN? Merci beaucoup pour cette question.

BILL DRAKE:

Nous avons le temps pour une autre question. Alors, question très rapide et ma réponse sera très rapide aussi.

EDWIN OPARE:

Je m'appelle Edwin au pari. Ma question, c'est combien de temps faut-il pour l'adhésion soit approuvée lorsque on demande à être membre du

NCUC parce que je me souviens avoir envoyé un email en janvier et finalement, il n’y a que deux jours que j’ai reçu votre email.

NOUVEL INTERVENANT: C’est papa qui vous a envoyé cet email. C’est Rafik qui s’occupe de ça et donc lorsque vous faites votre demande, vous choisissez votre groupe. Et il faut à peu près un mois pour revoir les demandes et lorsqu’elles approuvées nous viennent à nous et on dit: d’accord, nous approuvons et ensuite, elle rentre dans le système. Donc, ce que cela veut dire, c’est qu’il y a négociation avec le Enpark et d’autres unités constitutives.

NAVEED BIN RAIS: Je m’apelle Naveed et je voulais savoir comment est-ce que vous vous assurez de la protection des utilisateurs non-commerciaux dans des organisations qui sont parfois commerciales. Donc, pour moi, c’est difficile. Est-ce que vous avez des moyens de vous assurer que les utilisateurs sont protégés? Parce que, pour moi, c’est la seule interaction qu’ils ont avec ICANN.

BILL DRAKE (au micro): Encore une fois, bonne question. En fait, nous ne pouvons rien garantir. Nous sommes un petit morceau d’une grande communauté qui négocie des politiques. Nous essayons de promouvoir ces objectifs mais nous devons négocier avec les prestataires de services internet avec les différents intérêts, les registres, les bureaux d’enregistrement et les gouvernements. Donc, nous ne pouvons pas seuls obtenir des résultats. Nous faisons de notre mieux.

NOUVEL INTERVENANT: Alors, combien de temps faut-il, une fois qu'on fait sa demande? Comment est-ce qu'on fait et pourquoi est-ce que le processus est compliqué?

BILL DRAKE (au micro): Encore une fois, le processus d'adhésion n'est pas quelque chose que je contrôle. Donc, parfois, les choses prennent un an. C'est Rafik qui s'occupe de ça.

NABIL BENAMAR: Nabil, du Maroc: ma question concerne le discours du Ministre de Chine, hier.

BILL DRAKE: Très bonne question, dit Bill au micro.

NABIL BENAMAR: Il a dit qu'il y a un processus de transition mais il n'a pas mentionné l'ILNA. Il a dit qu'il y a déblocage, déverrouillage d'ICANN par les États-Unis. Donc, comment on peut expliquer ceci? Il n'a pas utilisé le terme INA mais il a dit ICANN.

BILL DRAKE (au micro): Comme vous savez, les États-Unis ont proposé la transition, d'où l'autorité de la fonction IANA à la communauté multi partie prenante et un résultat évident, serait que la prise de décision de politiques sera basée à ICANN.

Alors, pour la partie opérationnelle, les choses ne sont pas encore déterminées, fait partie d'une transition plus large où ICANN cherche à devenir moins centré sur les États-Unis qu'elles ne l'étaient, pour des raisons qui sont évidentes, pour impliquer davantage la communauté internationale dans la prise de décision, etc. Fadi a entrepris un certain nombre d'initiatives dans ce sens et les Chinois disent, en fait, que nous soutenons cette décision. Maintenant, il faut que ça aille plus vite, etc.

En ce qui concerne le langage code que l'ambassadeur chinois choisit parfois pour s'exprimer et ce qu'on fait pour le décoder, il y a différentes manières de voir les choses et je ne sais pas comment lire ce qu'il y a dans la tête des membres du parti communiste de Chine, d'accord? Donc, le processus, effectivement, est intéressant et son discours était clair, c'est clair.

Je suis vraiment désolé. Je dois interrompre mon intervention. Rafik va maintenant vous parler. Il est président du SCSG et il est membre du NCUC. Et donc, il va vous parler de ce qu'il se passe dans notre groupe. Et je suis désolé mais nous sommes à, nous commençons notre réunion à 9 heures notre réunion et donc, je dois partir. Merci beaucoup.

KAREL DOUGLAS: (on l’applaudit, merci beaucoup) Je crois que je sais où je vais aller aujourd’hui. Alors, passons rapidement à Rafik Damac et je ne peux pas lire, c’est tout petit. Rafik Damac.

Pour le groupe des parties prenantes non-commerciales, donc, Rafik, si vous voulez bien vous approcher pour que nous puissions écouter ce que vous avez à dire sur votre unité constitutive très intéressante.

RAFIK DAMMK (au micro): Je n’ai pas beaucoup de temps. C’est surtout, en fait, pour écouter vos questions que je suis là, parce que, je crois que vous avez déjà eu des présentations. Citra était là. Vous avez écouté Bill qui sont les présidents des deux unités constitutives. Mais le NCSG est donc le groupe des unités non-commerciales. Nous élisons six personnes au GNSO et nous travaillons surtout au niveau des parties prenantes, des prises de décision sur les politiques.

Donc, tout ce qui est droits de l’homme, développement des politiques, c’est ce que nous faisons. Donc, nous cherchons à soutenir les nouveaux gLTD des pays en voie de développement – je ne parle pas assez fort, c’est ça? J’ai une voix très calme par rapport à celle de Bill, n’est-ce pas? –

Donc, comme je le disais, nous travaillons beaucoup dans le domaine des politiques. Nous avons les deux unités constitutives. N’importe qui peut faire partie de notre groupe. Le NCSG et il peut choisir l’NCUC, l’Enpark ou les deux suivant ce qu’ils souhaitent. Notre activité se fait beaucoup au niveau des unités constitutives.

Mais, ce que j'aimerais, en fait, c'est simplement écouter à vos questions. Je n'ai pas de présentation officielle. Voilà la page du GNSO. Nous avons donc un nom de domaine sympa: NCSG. Donc, voilà notre espace et là vous pouvez trouver ce que nous faisons en termes de commentaire. Nous avons soumis un commentaire sur la responsabilité d'ICANN dans le cadre de la transition IANA. C'est quelque chose qui a été poussé par nos membres. Donc, allez-y si vous avez des questions.

KAREL DOUGLAS (au micro): Merci, Rafik. Justement, nous n'avons pas beaucoup de temps. Donc c'est bien qu'on prenne des questions. Y-a-t-il des questions pour Rafik? Question rapide, nouvel intervenant au micro?

HAFEDH YAHMADI: Hafedh, je viens de Tunisie.

KAREL DOUGLAS: Est-ce que vous pourriez nous en dire un petit peu plus? Ah, désolé, le micro ne marche pas. Est-ce que vous pouvez nous en dire un peu plus sur la responsabilité, justement? Rafik, est-ce que vous pourriez clarifier un petit peu?

RAFIK DAMMK: En tant que partie prenante, nous avons des questions sur la responsabilité au sein d'ICANN, en particulier en ce qui concerne le centre d'échange des marques de commerce. En fait, le processus

d'appel, en cas de problèmes, nous pensons que le processus ne fonctionne pas.

D'une manière générale, nous cherchons à proposer une manière de faire appel aux décisions du conseil d'administration. Nous pensons également que la question de la responsabilité doit être abordée avant la transition IANA parce sans responsabilité, sans redevabilité, en fait, la transition ne sera pas bonne. On ne sait pas vraiment où on va en termes de transition.

Donc, il faut vraiment qu'il y a mécanisme de redevabilité afin de procéder de manière adéquate.

KAREL DOUGLAS:

D'autres questions? Sinon, eh bien, je vais remercier Rafik.

RAFIK DAMMK (au micro):

Excusez-moi, je n'ai pas beaucoup parlé. Nous avons beaucoup d'unités constitutives. Il y a donc parfois confusion. Si vous souhaitez vous joindre au SCNG, vous pouvez vous joindre à n'importe quelle unité constitutive. Il y a des personnes qui sont acceptées, d'autres qui sont en cours de candidature.

Donc, pour vous joindre à notre groupe, donc, c'est très simple, en fait, en termes de candidature. Vous allez choisir, alors est-ce que vous êtes une personne simplement ou une entreprise?

Nous avons également, cet après-midi, de une heure à trois heures, notre réunion pour préparer notre réunion conjointe avec le conseil d'administration qui aura lieu plus tard dans la journée à 15h30. C'est très intéressant car nous pouvons poser des questions au conseil d'administration, leur poser des questions difficiles. Je vous encourage à venir parce que cela vous permettra d'avoir un point de vue là-dessus.

Donc, n'hésitez pas à venir aux réunions du NPOC ou du NCUC. Participez au NCSG. Venez à la réunion qui nous concerne avec le conseil d'administration. Je crois que ceci aura lieu dans la salle principale.

KAREL DOUGLAS (au micro)

Merci, Rafik. Effectivement, il y a des candidatures qui sont encore en cours. Donc, il faudra peut-être revoir ce qu'il faut faire à ce niveau-là.

RAFIK DAMMK: (au micro)

Étant donné que nous sommes une structure très ouverte, que nous n'avons pas de cotisations, il y a beaucoup de gens qui veulent se joindre à nous. Pour d'autres organisations, c'est beaucoup plus compliqué. Nous avons beaucoup de candidatures. Donc, il y a énormément de travail en terme de diligence raisonnable pour vérifier qui sont ces personnes. Le GNSO, par exemple, peut parfois dire non aux candidats. Il y a un vote, il y a élection au GNSO. Donc, si vous vous joignez à deux unités constitutives, il est tout à fait possible qu'il y ait conflit d'intérêt. Donc, ce n'est pas quelque chose qui est possible. Mais, j'aimerais vraiment clarifier ce qui se passe. Il faut que les choses,

tous les historiques soient clairs. Si vous avez des questions spécifiques, n'hésitez pas à me parler plus tard.

KAREL DOUGLAS:

Merci beaucoup Rafik. On applaudit, c'était très bien. Vous pouvez toujours faire le suivi plus tard, dans la journée. Je vais maintenant passer la parole à Jeanny qui a quelques détails administratifs à vous dire.

JEANNY ELLERS:

Quand on m'appelle Jamie, Jenie, je réponds à tous les noms. En rappel, cet après-midi, je garde la salle. Nous sommes à Balmoral où nous avons les nouveaux venus. Nous étions dimanche pour les nouveaux venus et les boursiers. C'est une réunion de boursier avec SSAC. Il y a des gens qui ont reçu vos questions. Donc, ils sont prêts à vous parler. Patrick, le président de ce groupe vous attend.

Demain matin, jusqu'à présent, je pense qu'on va se retrouver au Palace Suite à 7 heures du matin, donc en bas du donjon, vous savez, il fera froid dans cette salle. Donc, apportez vos chapeaux, vos manteaux. Nous essayons de bouger à cette réunion ici dans cette salle. Mais sinon, nous serons dans la salle Palace, demain matin, à 7 heures du matin.

Si vous avez des questions, venez me voir. Je suis là Et si vous avez des questions pour Tracy ou Cintra ou Rafik ou Bill, envoyez ça à Janice. Janice, elle lui trouvera une réponse. Passez une journée bien

productive et venez me voir si vous avez quelques questions que ce soit.
Bonne journée.

[FIN DE LA TRANSCRIPTION]